

Unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne  
Cité Administrative – bâtiment A  
24016 PERIGUEUX CEDEX

PERIGUEUX , le 18/03/2024

## **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

### **Partie nominative**

#### **Établissement : COUTRAS CASSE AUTO Changement d'exploitant et demande d'agrément VHU**

Affaire suivie par : BRIOT Bertrand

Téléphone : 05/53/02/65/80

Courriel : bertrand.briot@developpement-durable.gouv.fr

Références : **BB/UBD24-47/0064/2024**

Code AIOT : 0005205529

Pièce jointe :

- Projet d'arrêté Préfectoral actant le changement d'exploitant et portant agrément

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

### **I. OBJET DU PRÉSENT RAPPORT**

La société PIECES AUTO CHRONO exerce des activités de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (VHU), dans son établissement situé au lieu-dit "La Poste" 24410 SAINT-AULAYE-PUYMANGOU.

Les activités de ce site sont encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-09-06 du 26 septembre 2019 et par l'agrément PR 24 00016D, au bénéfice de M. LUNAUD Ludovick gérant de la société PIECES AUTO CHRONO .

Dans le cadre de la reprise d'activité de l'établissement de M. LUNAUD Ludovick par M. SIGNORELLI Philippe, Président de la société COUTRAS CASSE AUTO, ce dernier a déposé, le 26 décembre 2023, un dossier, de demande de changement d'exploitant, assorti d'une demande d'agrément conformément aux articles R.543-155 et R.543-156 à R.543-165.

Le rapport propose la délivrance d'un arrêté préfectoral actant le changement d'exploitant ainsi que l'agrément nécessaire pour l'activité de centre de véhicules hors d'usage (VHU).

#### **1. Contenu du dossier**

Le dossier comprend l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 et de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 14 avril 2020 rajoutant l'annexe IV.

## 2. Capacités techniques

### Implantation et organisation :

La société est implantée sur la commune de SAINT-AULAYE-PUYMANGOU et dispose d'un bâtiment dédié au traitement des VHU.

Commune	Section	Parcelles	Lieu-dit	Surface de l'installation
SAINT-AULAYE-PUYMANGOU	ZD	197 – 199 – 201 – 230 – 234 – 235	La Poste	10 975 m <sup>2</sup>  dont 6 000 m <sup>2</sup> dédiés à l'activité pour 3000 VHU / an

### Moyens techniques :

La société est dotée :

- d'un espace de stockage des VHU à dépolluer,
- de deux espaces de stockage de VHU dépollués,
- d'un espace de stockage de véhicules en attente d'expertise,
- d'un espace de dépollution et de déconstruction des VHU au sein du bâtiment,
- d'un magasin de pièces détachées au sein du bâtiment,
- d'un stockage de fluides issus du démantèlement des VHU sous auvent,
- d'un espace de stockage des déchets issus du démontage des VHU en extérieur.

## II. ANALYSE DU DOSSIER

### 1. Éléments transmis par l'exploitant

En application de l'article 2 de l'arrêté du 02 mai 2012 et de l'article 8 de l'arrêté du 14 avril 2020 ainsi que l'annexe IV., le dossier de demande d'Agrément comporte :

- Si le demandeur est une personne physique, ses nom, prénom, domicile, s'il s'agit d'une personne morale, sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ;
- L'engagement du demandeur de respecter les obligations du cahier des charges mentionnées dans le présent arrêté et les moyens mis en œuvre à cette fin ;
- Pour les installations existantes, en sus des éléments figurant à l'article R. 515-37 du code de l'environnement;
- Les références de l'arrêté préfectoral pris, le cas échéant, au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément, établi par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :
  - Vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de

- management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- Certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- Certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification ;
- La justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté ;
- La description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU.
- Un plan de situation du cadastre dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation,
- Un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/200 au minimum, indiquant les dispositions projetées de l'installation notamment les emplacements affectés :
  - « a) A la prise en charge ou au déchargement des véhicules hors d'usage qui sont remis à l'exploitant par leurs détenteurs ;
  - « b) A l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués, des véhicules à risque et des véhicules en attente d'expertise par les assureurs ;
  - « c) A la réalisation des opérations obligatoires de dépollution, de retrait et de démontage des composants des véhicules conformément aux dispositions des 1° et 2° de l'annexe I du cahier des charges joint à l'agrément du présent arrêté ;
  - « d) A l'emplacement des principaux outillages que l'exploitant est tenu de disposer pour exercer son activité notamment :
    - un poste de dépollution ou équivalent ;
    - un dispositif de levage de véhicules hors d'usage ou équivalent ;
    - les dispositifs de récupération et d'entreposage des fluides (lave-glace, liquide de refroidissement, huiles usagées et liquides de frein, carburants...) ;
    - un dispositif de vidange et de récupération de gaz liquéfiés ;
    - un perforateur de réservoirs ou équivalent ;
    - les équipements dédiés à la récupération des fluides des systèmes de climatisation des véhicules conformément à l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement ;
    - un dispositif de neutralisation des composants à déclenchement pyrotechnique sauf si l'exploitant s'engage à les retirer conformément aux dispositions du 1° de l'annexe I du cahier des charges joint à l'agrément du présent arrêté ;
    - un dispositif de découpe et de récupération du verre automobile s'il y a lieu ;
  - « e) A l'entreposage des déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage (entreposage des pièces enduites de graisse telles que les moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des autres pièces métalliques et en matières plastiques, des pneumatiques usagés, des batteries, des pots catalytiques, des réservoirs, des fluides...) et de leurs contenants appropriés.
- Ce plan précise également les emplacements de l'installation qui sont revêtus de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs ou de tout autre équipement d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées.
  - « Une échelle plus réduite de ce plan peut, sur la proposition du demandeur, être admise par l'autorité administrative ;
- Une description détaillée des caractéristiques techniques des principaux outillages utilisés par l'exploitant pour exploiter son installation conformément aux dispositions de l'annexe I du cahier des charges joint à l'agrément du présent arrêté. »

## 2. Conclusions du rapport d'audit

Le rapport d'audit du 06 juin 2023 atteste que l'établissement est dans l'ensemble conforme aux dispositions du cahier des charges annexé à l'agrément n° PR 2400016 D.

Deux non-conformités ont été relevées, le nouvel exploitant a engagé des travaux pour les corriger.

### III. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les éléments présentés dans le dossier répondent à l'article 2 de l'arrêté du 2 mai 2012. Le dossier est jugé complet.

Les activités, exercées par Monsieur LUNAUD Ludovick, reprises par Monsieur SIGNORELLI Philippe, Président de la société COUTRAS CASSE AUTO nécessitent un nouveau numéro d'agrément.

Les activités exercées sur ce site relèvent du régime de l'enregistrement sous la rubrique n° 2712 de la nomenclature des installations classées et sont donc soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage.

Le projet d'arrêté a été transmis pour avis, remarques et compléments à l'exploitant le XX XX 2024.

Les compléments d'informations ont été transmis par l'exploitant le XX XX 2024.

Dans le cadre de cette instruction une visite du site a été réalisée le 22/02/2024.

Il ressort de cette visite que l'établissement est, dans l'ensemble, correctement exploité.

De plus, l'exploitant a engagé les travaux pour la réalisation du bassin de rétention des eaux d'incendie, la réalisation d'une nouvelle dalle étanche ainsi que le remplacement du débourbeur.

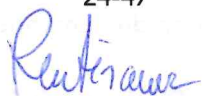
### M. AVIS ET CONCLUSION

L'arrêté d'enregistrement préfectoral vaut agrément au sens des articles L.541-22 et R.543-162 du Code de l'environnement.

Dans ce contexte et, au vu du caractère complet et régulier du dossier de demande d'agrément et de changement d'exploitant, l'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet un arrêté préfectoral intégrant le changement d'exploitant et l'agrément, nécessaire aux activités du centre de véhicules hors d'usage de la société COUTRAS CASSE AUTO, sous réserve du projet d'arrêté et des prescriptions techniques ci-joint.

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral qui n'a pas fait l'objet d'observation particulière de l'exploitant.

L'adjoint au chef de l'Unité bi-Départementale  
24-47



**Christian REUTENAUER**

L'inspecteur des installations classées,



**Bertrand BRIOT**